

n'était plus qu'une institution politique, les gens ne voulaient plus y appartenir et elle est bientôt tombée dans l'insignifiance. Voilà comment les instituts agricoles se détruisent par eux-mêmes. Ils sont dirigés par l'institut central qui est contrôlé par le gouvernement local.

Aucun député de cette chambre qui connaîtra comme moi la constitution de ces instituts, ne pourra ajouter foi aux arguments basés sur ces délibérations, car ces instituts sont contrôlés par des influences politiques.

L'honorable député dit qu'à une assemblée de l'institut central de Toronto, l'on a proposé d'abolir les droits sur le fer et autres articles, et que cette proposition a été adoptée par une majorité de soixante-dix contre quatre. Il dit de plus qu'il y avait cent membres présents. Qu'ont fait les vingt-six autres? Je suppose qu'ils n'ont pas voulu voter du tout, parce que, comme ils l'ont dit, il s'agissait d'un truc politique, et comme ils n'étaient pas en nombre suffisant pour faire renvoyer la résolution, ils n'ont pu exprimer une opinion représentant les vues de la grande classe agricole. Voilà pourquoi, je crois, ils se sont retirés.

Je tiens ces faits de certains membres qui assistaient à l'assemblée et qui ont voté contre la résolution, parce que c'était un truc politique qu'ils n'ont pu déjouer. Voilà pourquoi la résolution a été adoptée malgré leur protest. Voilà ce qu'il faut penser des arguments que l'on apporte, en se basant sur les délibérations des instituts agricoles. Ces instituts ne sont que des instruments entre les mains de l'opposition.

Si cette résolution est adoptée, elle sera très préjudiciable à la classe agricole, parce qu'il y a quatre cents contre un de nos cultivateurs qui vendent des menus grains, au lieu de s'en servir pour engraisser les animaux pour l'exportation. C'est donc leur intérêt que les menus grains soient cotés le plus haut possible. Ceux qui veulent se livrer à l'élevage des animaux, peuvent, en prenant les moyens nécessaires, récolter assez de fourrages sur leurs fermes pour les nourrir pendant toute l'année. Tous peuvent arriver à ce résultat en cultivant d'une manière intelligente.

Tous les ans, nous dépensons des sommes d'argent pour leur enseigner l'agriculture et ils appliquent leurs connaissances avec succès.

Je représente un district agricole prospère dans Ontario, et je suis convaincu que les neuf dixièmes ou les quarante-neuf cinquantièmes des cultivateurs ne veulent pas de cette résolution, mais qu'au contraire, ils y sont fortement opposés, parce qu'ils savent qu'elle est contre leurs intérêts.

J'espère que cette résolution sera renvoyée, et que nous continuerons la politique que nous avons suivie depuis les huit ou dix dernières années, et qui a eu les plus grands résultats pour notre population agricole.

M. McMILLAN (Huron) : Je ne puis laisser passer cette résolution sans dire quelques mots. Je suis peiné de voir que l'honorable député qui vient de parler ait présenté sous un mauvais jour nos instituts agricoles. Laissez-moi vous expliquer, — et je prétends être mieux informé que l'honorable député — quoiqu'il ait dit qu'il n'y avait pas dans la chambre un homme mieux informé que lui — comment ces instituts sont dirigés. J'ai été dans son comté, et je ne pense pas que jamais il y ait eu une assemblée d'un institut plus nombreuse que celle qu'il y avait

là. Il y avait trois conservateurs contre un libéral présents à l'assemblée.

Ces instituts agricoles ont été fondés par le gouvernement d'Ontario, dans chaque comté où le conseil du comté consentait à voter \$25 pour cette fin, le gouvernement d'Ontario accordant la même somme. Chaque institut devait avoir d'abord deux directeurs, dont un conservateur et un réformiste.

Dans un grand nombre d'instituts que j'ai visités l'hiver dernier, le président était un conservateur. J'ai été nommé par le collège agricole de Guelph pour visiter ces instituts, et sur les vingt et un, en tout, qu'il y avait, onze étaient conservateurs, neuf étaient réformistes et un douteux; de sorte que les conservateurs étaient en majorité. Mes instructions étaient de ne pas parler de politique, et je m'en suis bien gardé aussi, excepté lorsque les gens commencent à en parler eux-mêmes.

Le gouvernement d'Ontario ne veut pas que l'on discute la politique à ces assemblées, mais il est presque impossible de discuter des questions importantes sans qu'elles touchent à la politique. L'été dernier, un monsieur visita quelques-uns des instituts, et demanda aux cultivateurs de donner leur consentement à une augmentation de droits de 50 centins par baril de farine. Il commença ses remarques en disant qu'il ne voulait pas mêler à cela une question de politique, mais qu'il désirait seulement discuter un peu avec les cultivateurs, ce qu'ils pensaient des droits sur la farine. Naturellement, on est venu sur la politique, et ce monsieur est un ardent conservateur.

Je dis qu'on n'a jamais établi dans la province d'Ontario une institution qui ait rendu autant de services aux cultivateurs que ces instituts, car ils donnent des renseignements à la population agricole, conservatrice comme libérale. Ceux qui veulent prendre la position que l'honorable député de Grey-est (M. Sproule) a prise, ceux qui veulent faire les déclarations qu'il a faites, parlent de ces instituts contrairement aux faits.

M. SPROULE : Comment était composé l'institut central qui a tenu une assemblée à Toronto, l'année dernière? Il y avait quarante-six réformistes contre vingt-trois conservateurs.

M. McMILLAN (Huron) : Lors de sa fondation, chaque institut choisit deux représentants de l'institut central, et dans tous les instituts où je suis allé, l'on avait choisi un conservateur et un réformiste pour aller à Toronto; de sorte que, quand l'honorable député dit que la majorité se compose des réformistes, il admet que les cultivateurs conservateurs ne prennent pas autant d'intérêt à leur profession que les réformistes en prennent. Dans ce cas, ils doivent s'en prendre à eux-mêmes.

On m'a beaucoup amusé, lorsqu'on a dit que ceux qui se livrent à l'engraissement des animaux, ont un intérêt opposé aux intérêts de la classe agricole en général. On nous a dit que les quatre cinquièmes des animaux que l'on exporte, sont exportés par les brasseurs et les distillateurs. Je me suis livré à cette industrie moi-même, et depuis quatre ans, tous les étés, j'ai été obligé d'aller en Europe, et je donne à cette déclaration le démenti le plus formel. Je dis que les cultivateurs d'Ontario exportent plus d'animaux que les brasseurs ou les distillateurs. Ce que l'honorable député voudrait que l'on enseignât à ce sujet, n'est pas conforme aux meilleurs intérêts de la classe agricole.